



%

# lignes d'attac

Insurrection populaire au Mali  
Palestine, entretien avec Majd Kayyal  
Quel capitalisme laissera la Covid ?  
Convention citoyenne pour le climat :  
tout ça pour quoi ?  
Dossier. Violences policières et racisme

numéro 123 octobre 2020



MAI PIÙ

## Ce qui dépend de nous

Attac

Editions LLL, 2020



## Manuel d'histoire du futur

Attac

Editions de l'atelier 2020



## L'abécédaire engagé

Attac

Editions LLL, 2018



Nos publications sont disponibles sur [www.boutique.attac.org](http://www.boutique.attac.org) ou [materiel-militant@attac.org](mailto:materiel-militant@attac.org)

## Assemblée générale dimanche 15 novembre 2020

Avec ce numéro de *Lignes d'Attac* vous trouverez votre matériel de vote: bulletin et enveloppe avec l'adresse de la boîte postale sur laquelle vous devez coller l'étiquette code-barres qui figure sur le courrier joint au journal. Le vote par correspondance prendra fin le 31 octobre 2020. Si vous n'êtes pas à jour de cotisation 2020, vous pouvez renouveler par internet sur [france.attac.org](http://france.attac.org) ou nous renvoyer votre adhésion au siège d'Attac 21 ter rue Voltaire 75011 Paris, et **non pas** dans l'enveloppe de vote de l'AG.

Vous pouvez retrouver les documents sur le site vie interne <https://www.attac.org/l/2020> pour vous prononcer sur les rapports d'activités et financier mais aussi sur les résolutions proposées par les adhérent·e·s.

L'Assemblée générale se déroulera le dimanche 15 novembre de 9h30 à 13h à Paris dans les locaux de l'AGECA au 177 rue de Charonne 75011 Paris. Comme la tenue physique de l'AG sera liée aux mesures sanitaires, il devrait être possible de retrouver les débats à minima en différé sur notre site internet.

## bulletin d'abonnement lignes d'attac

nom  
prénom  
adresse

code postal ville

courriel

- abonnement d'un an au tarif normal de 20€  
 abonnement d'un an au tarif adhérent·e 12€

date  
signature

chèque bancaire ou postal à l'ordre d'Attac à retourner à

**Attac – service abonnements**  
**21 ter rue Voltaire 75011 Paris**

### Attac

association pour la taxation des transactions financières et pour l'action citoyenne est un mouvement d'éducation populaire tourné vers l'action.

Attac se mobilise contre l'hégémonie de la finance et la marchandisation du monde, pour des alternatives sociales, écologiques et démocratiques.

éditeur de publication  
**Attac France**  
directrice de publication  
**Annick Coupé**  
secrétariat de rédaction  
**Nikolaz Berthomeau,**  
**Franck Mithieux**  
et **Jeanne Planche**  
conception maquette  
**Stéphane Dupont**

ont participé à la rédaction de ce numéro  
**Magda Boutros, Maxime Combes, Comité local Attac Rennes, Didier Falleur, Vincent Gay, Groupe Action, Imen Habib, Nicolas Haeringer, Eric Le Gall, A.L., Marie-Paule Murail, Nolwenn Neveu, Thierry Patinet, Olivier Petitjean, Dominique Plihon, Raphaël Pradeau, Julien Rivoire, Juliette Rousseau, Mélanie Tavernier, Hervé Thomas, Aurélie Trouvé**  
Sauf mention contraire, tou·te·s les rédacteurs·trices sont membres des instances et commissions d'Attac

couverture  
**Nnoman - collectif ŒIL**

illustrations  
**Charlotte Planche**

impression  
sur papier recyclé  
**Ça va print**



SYNDICAT DE LA PRESSE SOCIALE

abonnement annuel  
4 numéros : 20€  
dépôt légal à parution  
ISSN 1620-8420  
CPPAP 0524G81654

**Attac France**  
**21 ter rue Voltaire**  
**75011 Paris**  
**01 56 06 43 60**  
[attacfr@attac.org](mailto:attacfr@attac.org)



Aurélie Trouvé,  
Maxime Combes  
et Raphael Pradeau  
porte-paroles d'Attac France

La situation sanitaire se dégrade, les plans sociaux se succèdent, les inégalités et la pauvreté augmentent, les services publics sont sous pression, le dérèglement climatique montre chaque jour ses effets... mais Emmanuel Macron et son gouvernement préfèrent faire diversion en orchestrant une campagne contre le « séparatisme », qui stigmatise les immigré·e·s et alimente les fantasmes islamophobes. Pourtant, une multitude de travaux montre que le séparatisme aujourd'hui, se trouve du côté des très fortunés. Chaque année un peu plus, ils font sécession du reste de la société.

Spatialement, les riches cultivent l'entre-soi et leurs comportements conduisent à une « ghettoïsation par le haut » ; fiscalement, les riches font sécession en échappant à l'impôt *via* différents mécanismes légaux ou illégaux ; économiquement, les riches sont les profiteurs de la crise ; sur le plan écologique, les riches ont un mode de vie incompatible avec la lutte contre le dérèglement climatique. Alors qu'avec la crise, le chômage et la pauvreté explosent, les services publics sont encore davantage sous pression...

Plutôt que de lutter contre cette sécession des riches, le gouvernement a au contraire multiplié les cadeaux fiscaux, en transformant l'ISF en IFI, en instaurant la *flat tax* ou encore en supprimant l'*exit tax*, si bien que les plus fortunés sont les grands gagnants du quinquennat du « Président des riches ». Attac va donc multiplier dans les prochaines semaines des actions pour ne pas laisser stigmatiser injustement une partie de la population et mettre en évidence là où se situe le véritable séparatisme.

Nous allons également poursuivre notre travail au sein du collectif « Plus jamais ça », réunissant des dizaines de syndicats et associations face à l'urgence sociale et écologique. Nous voulons à présent mettre en débat, dans les collectifs locaux et en lien avec les luttes locales, le « plan de sortie de crise », qui regroupe 34 mesures pour changer de système. Nous voulons aussi construire des mobilisations ensemble, face à un gouvernement qui applique une « stratégie du choc » et profite de la crise pour amplifier ses politiques néolibérale et productiviste. En témoigne son plan de relance qui consiste à offrir de gigantesques cadeaux fiscaux aux grandes entreprises, sans conditions sociales et écologiques. La crise sanitaire amplifie les difficultés de mobilisations dans la rue. Pourtant, la colère est immense. L'occupation de l'espace public est essentielle dans cette période de crise, pendant laquelle il nous faudra sans doute, aussi, repenser nos formes de mobilisations sans rien lâcher de notre radicalité.

Enfin, Attac va poursuivre sa mobilisation contre les accords de libre-échange, et notamment contre le projet d'accord entre l'Union européenne et le Mercosur.

## Insurrection populaire au Mali **ANALYSE**

Depuis le 5 juin dernier, des centaines de milliers de Maliennes et Maliens manifestent pour exiger le départ du président Ibrahim Boubacar Keïta, dit IBK. Le Mouvement du 5-Juin – rassemblement des forces patriotiques (M5-RFP), à l'origine de cette mobilisation – est une vaste coalition rassemblant la Coordination des mouvements, des associations et sympathisants (CMAS) de l'imam Mahmoud Dicko, le Front pour la sauvegarde de la démocratie (FSD) et Espoir Mali Koura (EMK), un mouvement créé le 14 mai 2020 par Cheick Oumar Sissoko. Homme politique et cinéaste engagé, ce dernier est l'auteur d'une « Lettre ouverte au peuple malien »<sup>1</sup>, dans laquelle il dénonce le jeu politique et militaire de la minorité touareg soutenue par la France avec le blanc-seing de la communauté internationale, ainsi que les relations opaques entre les différents groupes terroristes, les forces militaires françaises, maliennes et onusiennes (la MINUSMA). Outre le départ du président IBK, les revendications portaient sur la corruption des gouvernants, l'absence de politique sociale, la paupérisation de la population et l'insécurité, et exigeaient la libération du chef de l'opposition, Soumaïla Cissé, enlevé le 25 mars juste avant les élections.

### La chute d'IBK

Les manifestations se sont déroulées dans le calme, jusqu'à la journée du 10 juillet lors de laquelle ont été occupés différents lieux et bâtiments stratégiques et dont le bilan a été très lourd : 25 morts selon le M5-RFP (11 selon les autorités maliennes), une centaine de blessé·e·s, des leaders du M5-RFP arrêtés... De nombreuses voix, y compris des instances internationales, se sont élevées pour dénoncer l'usage excessif de la force. Le 27 juillet, un sommet extraordinaire de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) a proposé plusieurs mesures de « sortie de crise », s'inspirant des modalités suggérées par la mission conduite depuis le début de la crise par Goodluck Jonathan, ancien président du Nigéria, tout en s'opposant fermement à toute démission du président Keïta. Les député·e·s dont l'élection était contestée ont refusé de démissionner. Quant au président, s'il a remplacé la Cour constitutionnelle, c'est sans aucune concertation et en choisissant pour la composer des personnalités très proches du gouvernement. Résultat, le 11 août,

des milliers de Maliennes et de Maliens étaient à nouveau dans la rue. Le 18, le président IBK, le président de l'Assemblée nationale ainsi que plusieurs ministres sont arrêtés par l'armée. Le lendemain, dans son dernier discours à la télévision, le président Keïta annonce sa démission et la dissolution de l'Assemblée nationale et du gouvernement.

### Coup d'état ou « victoire du peuple »

Les militaires, réunis au sein d'un Comité national pour le salut du peuple (CNSP), s'expriment ensuite et reprennent toutes les revendications du M5-RFP, dénonçant l'insécurité, la gestion clientéliste de l'État, le détournement des deniers publics, la corruption de la justice, la crise de l'école, la mauvaise gouvernance et les massacres des 11 et 12 juillet. Ils appellent à une transition politique et des élections générales crédibles et démocratiques via une feuille de route qui doit jeter « les bases d'un Mali nouveau ». Ils précisent en outre que « tous les accords passés avec les partenaires nationaux, régionaux et internationaux seront respectés ».

Cette intervention de l'armée a été dénoncée par l'ensemble de la communauté internationale, dont les États-Unis et la France. De son côté, au prétexte du respect de la « charte africaine de la démocratie, des élections et de la gouvernance », la CEDEAO a mis en place une série de sanctions à l'égard du Mali. Depuis, des négociations quotidiennes ont lieu avec le CNSP pour envisager la levée des sanctions et les modalités de la transition ; négociations qui se tendent au fil des jours, les chefs des États d'Afrique de l'Ouest ne voulant pas admettre qu'un soulèvement populaire puisse entraîner la démission d'un des leurs et craignant la contagion du mouvement.

Le 21 août, la population est sortie massivement dans la rue pour soutenir le CNSP et revendiquer aux yeux de la communauté internationale la « victoire du peuple » que représente la destitution d'IBK – et non pas un « coup d'État », une expression que rejette le M5-RFP. Au cours de cette manifestation, Cheick Oumar Sissoko a invité les Maliennes et Maliens à rester mobilisés : « le départ d'IBK est une première étape qui doit entraîner un renouveau complet. Un nouveau Mali va émerger », a-t-il déclaré.

### Marie-Paule Murail

membre du CA d'Attac 17 et de l'espace  
« Enjeux et mobilisations internationales »

<sup>1</sup> Cheick Oumar Sissoko, *L'homme n'est grand que dans la paix, il faut tuer la guerre. Lettre ouverte au peuple malien*, 2020, un livre publié avec le soutien d'Attac France, à acheter ou télécharger sur <https://bamakomali.org>

## Prix du mépris au ministère des Solidarités et de la Santé

### ACTION

Un prix du mépris a été remis le 20 juin au gouvernement par Attac, le Collectif Inter-Urgences et des usager·ère·s du milieu hospitalier avant que la façade du bâtiment ne soit repeinte avec de la peinture rouge. Cette action visait à interpeller l'État sur le coût humain payé par le personnel hospitalier face à l'épidémie de Covid-19. Le manque de moyens dans le milieu hospitalier et les choix économiques de ces dernières décennies ont mené à des défaillances systémiques responsables de cette situation. Les revendications sont claires : revalorisation immédiate des salaires, embauches, réouvertures de lits, augmentation des moyens alloués.

Le groupe action d'Attac France



## Remunicipalisation, relocalisation, transition écologique et sociale : l'avenir est public **PUBLICATION**

L'épidémie de Covid-19 a remis le secteur public et ses agents au centre de l'attention : celles et ceux qui nous soignent et assurent au quotidien, souvent de façon invisible, le bon fonctionnement de notre société. Elle a aussi mis en lumière les risques de la dépendance envers une économie mondialisée dominée par les multinationales, ainsi que les carences du modèle managérial imposé dans les hôpitaux et dans l'administration. Le mouvement de la « remunicipalisation » des services publics, qui a émergé au niveau local depuis quelques décennies et trouve de plus en plus d'écho à l'échelle nationale, montre qu'il est possible de faire autrement. Souvent inspirées par une volonté de « reprendre le contrôle » face au secteur



© Edward Chapon

privé, ces remunicipalisations sont aussi une affirmation : celle qu'un service public démocratisé est le seul capable d'assurer les besoins et les droits fondamentaux de tou·te·s, et est le mieux placé pour coordonner la réponse aux défis sociaux et écologiques d'aujourd'hui et de demain.

La nouvelle publication internationale *L'avenir est public. Vers la propriété démocratique des services publics*, coordonnée par le *Transnational Institute* et à laquelle ont collaboré des dizaines d'élu·e·s, de syndicalistes, de chercheur·euse·s et d'organisations de la société civile, tire les leçons de pas moins de 1 400 exemples de remunicipalisation de services publics dans 58 pays. Elle montre comment la remunicipalisation se conjugue souvent avec une volonté de relocalisation de l'économie, de transition écologique et sociale, et de démocratisation du secteur public à travers la coopération avec les citoyen·ne·s et les acteurs locaux.

**Olivier Petitjean, Observatoire des multinationales**

Version intégrale en anglais et résumé dans d'autres langues : <http://www.tni.org/futureispublic>

Synthèse en français (32 pages) : [https://multinationales.org/IMG/pdf/frans\\_executive\\_summary\\_the\\_future\\_is\\_public.pdf](https://multinationales.org/IMG/pdf/frans_executive_summary_the_future_is_public.pdf) ou rechercher « L'Avenir est public » sur le site [multinationales.org](https://multinationales.org)



## Contre la réintoxication du monde, action Amazon à Senlis **ACTION**

La lutte contre les multinationales et en particulier Amazon ne date pas de cette journée d'action. A l'occasion de la journée du *Black Friday*, fin novembre 2019, nous avons par exemple déjà fait des actions réussies de « blocages/sensibilisation » devant six *Amazon lockers* dans l'Oise. Nous voulions ici faire une action le jour de l'inauguration de la plate-forme Amazon de Senlis, qui se tenait lors des débats sur la proposition de loi « instaurant un moratoire sur l'implantation de nouveaux entrepôts logistiques destinés aux opérateurs du commerce en ligne et portant des mesures d'urgence pour protéger le commerce de proximité d'une concurrence déloyale ». Nous avons à cette occasion été rejoints par un nouvel allié : l'association des commerçants de Senlis.

Notre action se présentait bien, mais c'était sans compter sur l'état d'urgence sanitaire et ses différentes interdictions comme celle des rassemblements de plus de 10 personnes. De plus, pour cause de Covid-19, l'inauguration de la plate-forme a été repoussée (début septembre, elle n'a toujours pas eu lieu). Au vu de l'état d'avancement de la préparation de notre action, nous avons décidé de profiter du jour des initiatives nationales « contre la réintoxication du monde », le 17 juin, pour réaliser celle-ci.

### L'action en elle-même

Bien que nous n'ayons pas déclaré notre rassemblement, pour éviter son refus net, tous les accès à Senlis,

ainsi que l'entrée du dépôt Amazon (situé à 2 km), étaient bloqués une heure avant le début de l'action par une présence massive de gendarmes. L'information de l'action avait circulé sur les réseaux sociaux ! Après négociation avec la gendarmerie, nous sommes autorisés à faire notre action sur le parking qui nous servait de lieu de rassemblement (la place de la mairie en centre-ville nous est par contre interdite d'accès), sur lequel une petite centaine de participants a pu mener une scénographie avec les « marionnettes géantes » (les vautours, Jeff Bezos) amenées par le groupe action d'Attac France<sup>1</sup>, avant des prises de parole par les Amis de la Terre, ANV-COP21 et Attac.

### Un rapide bilan

Une quarantaine de commerçants a affiché notre visuel (le « jeu des 7 erreurs »). L'avis sur la nocivité d'Amazon sur le « petit commerce » est unanime, que ce soit dans les magasins de vêtements, de jeux ou dans les librairies. Nous avons eu des articles dans trois médias départementaux ainsi qu'un passage sur France3 Picardie. La scénographie avec les marionnettes a été reprise dans tous les médias. Un atelier de fabrication de marionnettes s'est mis en place dans l'Oise et ces marionnettes serviront lors des prochaines manifestations et notamment lors du carnaval des possibles. Ceci étant, au-delà de l'ouverture de la plate-forme Amazon de Senlis, nous constatons une multiplication des *Amazon Lockers* autour de chez nous... la lutte continue !

### Thierry Patinet, porte-parole d'Attac Oise

<sup>1</sup> Voir « Squelettes, caribous et Gilets jaunes : les *Bread & Puppet* passent à l'Attac », *Lignes d'Attac* n° 120, janvier 2020, p. 10

## Face aux défis de l'industrie automobile, être aux côtés des salarié·e·s **ANALYSE**

L'industrie automobile est un secteur clé de l'économie et de l'industrie mondiale depuis le début du 20<sup>ème</sup> siècle. C'est en partie là qu'ont été modelés les modèles productifs, les évolutions de l'organisation du travail, les politiques de délocalisation et de mondialisation de la production...

L'automobile a également été un des piliers de la société de consommation, la voiture incarnant plus que tout autre objet la liberté individuelle tant vantée par les publicitaires. Aujourd'hui, comme tout ce qui a trait aux transports, l'industrie automobile et le modèle de société qu'elle incarne est un frein à la baisse drastique des consommations de pétrole, d'où la nécessité d'envisager sa transformation en profondeur. L'année 2020, avec son épisode de confinement, a été une année noire pour cette industrie, avec toutefois des variations selon les pays et les marques. Dans le cas français, c'est essentiellement Renault qui connaît une crise importante, avec une perte annoncée de 7,45 milliards d'euros au premier semestre, une diminution de 35% de ses ventes et la suppression de 15 000 emplois dans le monde, dont 4 600 en France. De son côté PSA, dont les ventes dans le monde ont baissé de 45%, affiche néanmoins des bénéfices de 500 millions d'euros au premier semestre. Outre les licenciements et les fermetures de sites, la non-réembauche des intérimaires, les déplacements de salarié·e·s d'une usine à une autre, l'extension du télétravail sont les solutions mises en œuvre par les entreprises, dégradant d'autant plus les conditions de travail. Cette « crise » de l'industrie automobile, énième épisode d'une restructuration permanente, n'est donc pas une bonne nouvelle pour les salarié·e·s ; mais elle ne l'est pas plus pour le climat, car s'ils réduisent leurs effectifs, les constructeurs n'ont aucune volonté de réduire leurs volumes de production.

En juin dernier, Attac a publié une note<sup>1</sup> sur le contexte dans le secteur de l'automobile, alors que débutaient dans certaines usines des conflits qui se sont poursuivis depuis, pour notamment faire des propositions liant défense des salarié·e·s et défense du climat. Les alternatives à ce monde productiviste ne pourront en effet pas être crédibles si les premier·ère·s concerné·e·s par les catastrophes sociales en cours et à venir ne sont pas écouté·e·s et défendu·e·s.

**Vincent Gay**

<sup>1</sup> « Automobile, aux côtés des salarié·e·s, pour l'urgence sociale et écologique », juin 2020 – [www.attac.org/l/autor](http://www.attac.org/l/autor)

## À Bruxelles comme à Paris, obligeons-les à endiguer le virus du libre-échange

**TRIBUNE**

Au début de la pandémie de Covid-19, il ne manquait aucun dirigeant politique pour promettre qu'à la mondialisation incontrôlée succéderait un processus de relocalisation des « activités stratégiques ». Quelques semaines plus tard, c'est à se demander si la « relocalisation » n'est déjà plus qu'une promesse enterrée.

Fin avril, la Commission européenne annonçait un nouvel accord de commerce et d'investissement avec le Mexique visant à faciliter l'importation de produits agricoles et d'énergies fossiles. En mai et juin, ses équipes négociaient avec la Nouvelle-Zélande et l'Australie pour importer toujours plus de viande. Début juillet, la Commission annonçait avoir « terminé le nettoyage juridique » de l'accord avec le Mercosur afin que la ratification puisse débuter à l'automne. En août, c'est l'accord avec le Vietnam qui entrait en application. Du côté de l'Élysée, Emmanuel Macron, alors qu'il avait promis de reprendre « sans filtre » les propositions de la Convention citoyenne pour le climat, a écarté sans ménagement sa proposition de ne pas ratifier le CETA<sup>1</sup> et de renégocier son contenu. Après avoir essayé de faire voter cet accord en procédure accélérée, et en catimini en plein été 2019, voilà qu'il fait tout ce qu'il peut pour éviter que le sujet ne revienne à l'ordre du jour ; il prolonge ainsi cette situation complètement extravagante où le CETA s'applique de façon provisoire depuis trois ans alors que le processus de ratification n'a toujours pas été mené à son terme, ni en France ni au sein de l'UE. Et sur le Mercosur ? Devant la Convention citoyenne pour le climat, E. Macron a prétendu avoir « stoppé net » les négociations ; il n'en est pourtant rien. Paris n'a toujours pris aucune initiative pour bloquer cet accord. Le collectif Stop CETA-Mercosur vient ainsi d'appeler E. Macron « à faire à Bruxelles ce qu'il dit publiquement à Paris », à savoir « stopper net cet accord en construisant une minorité de blocage au sein du Conseil de l'UE ».

Alors que la pandémie de coronavirus révèle au grand jour les fragilités économiques, sociales et sanitaires engendrées par la mondialisation néolibérale et productiviste, à Bruxelles et à Paris, on veut en sauver le principe, en insérant toujours plus d'entreprises, d'activités et d'emplois dans les chaînes d'approvisionnement mondiales. Il est temps de les arrêter.

**Maxime Combes**

<sup>1</sup> Le CETA, pour « Comprehensive Economic and Trade Agreement », est un accord de libre-échange entre le Canada et l'Union européenne (UE)



## « La nouvelle génération de Palestinien·nes doit explorer de nouveaux horizons pour la lutte »

Entretien avec Majd Kayyal, chercheur et écrivain palestinien de Haïfa.

**Le plan d'annexion de secteurs de la Cisjordanie a été suspendu à la mi-août après l'accord entre Israël et les Émirats arabes unis. Quel est l'objectif de Nétanyahou ?**

Nétanyahou s'inscrit dans la vision coloniale sioniste : maintenir le contrôle total sur le peuple et la terre de la Palestine historique. L'objectif premier est de priver le peuple palestinien de l'autodétermination, comme exprimé dans la loi « État-nation du peuple juif ». Cet objectif exige une fragmentation systématique de notre société, de notre géographie, de notre économie et, par conséquent, l'écrasement de l'organisation politique palestinienne. Cela se produit sur le terrain avec un isolement total de Gaza, l'imposition d'un contrôle israélien absolu sur Jérusalem et l'annexion *de facto* de la zone C de la Cisjordanie, sans parler de la ségrégation historique des citoyens palestiniens d'Israël et de l'expulsion des réfugié·e·s.

Netanyahou profite du moment historique des contre-révolutions qui affaiblissent la région arabe. Israël célèbre son alliance avec les puissances qui empêchent la démocratisation, mènent des attaques brutales contre les droits humains et politiques. Depuis le début des Printemps arabes, nous assistons à une coordination sans précédent entre Israël et les régimes oppressifs comme les Émirats arabes unis, le régime saoudien et l'Égypte d'al-Sissi. Cette coordination signifie l'établissement d'un axe d'oppression, sous le drapeau de la prospérité capitaliste néolibérale, et un intérêt commun d'écraser l'aspiration du peuple arabe à la liberté et à la dignité, aux droits sociaux et politiques.

**Trump a montré au cours des quatre dernières années combien il est un ardent défenseur du projet colonial israélien. L'histoire politique montre que le parti démocrate n'est pas non plus un allié du peuple palestinien. L'émergence de nouvelles figures à la gauche du parti, peut-elle changer la situation ?**

À mes yeux, aucune transformation effective n'est attendue du parti démocrate. Sous leur administration, les crimes de guerre d'Israël ont reçu un soutien total. Chaque processus politique mené par leur administration était basé sur les principes coloniaux de partition, niant aux réfugiés un droit substantiel au retour et prenant le paradigme raciste de l'« État juif » pour une évidence. Cependant, de nouveaux discours et mouvements émergent aux États-Unis ; *Black Lives Matter*, qui a adopté le BDS, est l'un d'entre eux. Ces mouvements sont capables d'inspirer et de coordonner un changement radical. Les Palestinien·nes aux États-Unis font partie de ce changement, et ils placent notre cause au cœur des luttes américaines, en la faisant revivre comme un argument central pour comprendre les politiques impériales... La lutte palestinienne pour la liberté s'épanouira sur le sol de ces mouvements, et non sur le terrain de jeu de la colline du Capitole.

**Le peuple palestinien semble n'avoir jamais été aussi isolé sur la scène internationale. Quelle stratégie peut-il suivre pour sortir de cet isolement ?**

Malheureusement, après la défaite de la deuxième Intifada, l'Autorité palestinienne a fini par être le produit de l'occupation israélienne. Pendant des décennies, Israël a façonné notre organisation politique en assassinant tout dirigeant engagé dans la lutte, ou du moins en le mettant en prison - Marwan Barghouti en est un exemple - ne laissant que « les élus » à bord. La nouvelle génération de Palestinien·nes doit reconnaître ce fait et explorer de nouveaux horizons pour la lutte. Nous devons réaliser comment nos institutions ont été conçues par la puissance coloniale, dans son intérêt. L'exclusivité de paradigme de la souveraineté dans le cadre du partage doit également disparaître ; la focalisation sur la revendication d'un État sur le territoire de 1967 s'est avérée être un moyen d'éliminer deux éléments fondamentaux de la cause palestinienne : le droit au retour des réfugié·e·s et l'opposition à la suprématie raciste de l'« État juif ».

**Propos recueillis par Imen Habib, coordinatrice de l'Agence Média Palestine, source d'informations alternatives et de défense des droits du peuple palestinien : <https://agencemediapalestine.fr/>**



## « Quel capitalisme laissera la Covid ? »

Entretien avec Michel Husson, statisticien et économiste, membre d'Attac et des Economistes atterrés.

**Le confinement provoqué par l'épidémie de Covid-19 a eu des effets majeurs sur l'économie mondiale. Peux-tu brièvement décrire les grands traits de cette situation, avant et après Covid ?**

Le coronavirus n'est pas venu attaquer un corps sain. Depuis la crise de 2008, le capitalisme fonctionnait sur un mode instable qui reproduisait à peu près tout ce qui y avait conduit. Les signes avant-coureurs d'une nouvelle récession s'accumulaient, la mondialisation cessait de progresser, les gains de productivité étaient au plus bas et l'endettement des entreprises privées au plus haut, etc. Cependant la crise économique induite par la pandémie est inédite parce qu'elle a conduit à une mise à l'arrêt de l'activité économique sans que cela résulte directement des contradictions issues de la crise précédente. La production comme la consommation ont chuté, le commerce international s'est ralenti, l'investissement a fléchi. Mais, et c'est la seconde caractéristique de cette crise, elle a frappé de manière différenciée les différents secteurs : certains étaient au point mort, tandis que d'autres continuaient à fonctionner tant bien que mal. Idem concernant les différentes régions de l'économie mondiale, et c'est un point sur lequel il faut insister : l'épreuve est particulièrement douloureuse pour la plupart des pays du Sud. La combinaison d'une crise sanitaire et d'une crise économique a particulièrement frappé des pays surendettés, dépendants de leurs exportations en berne et exposés à la fuite des capitaux, ainsi qu'à la chute de leur monnaie.

**Quelles sont les réponses des classes dominantes et des institutions internationales face à cette situation ?**

Leur problème était au fond de doser les mesures imposées par l'urgence sanitaire (notamment le confinement) et celles visant à éviter un effondrement total de l'économie.

Les réponses apportées ont évidemment varié d'un pays à l'autre et aussi dans le temps. Le point commun de ces réponses a toutefois été qu'elles ont constitué autant d'hommages du vice à la vertu. Prenons l'exemple de l'emploi : le recours massif au chômage partiel a été en quelque sorte une application de l'idée d'un État « employeur en dernier ressort », évidemment contradictoire avec une confiance aveugle dans le marché. L'objectif était d'empêcher que s'enclenche une spirale récessive incontrôlée. Cette prise en charge par les dépenses publiques revient à briser un tabou, celui de la rigueur budgétaire. Et ce tabou a aussi été remis en cause à l'échelle européenne : les critères de Maastricht ont été oubliés et, malgré ses limites, le plan Macron-Merkel a fait sauter une autre digue, celle qui interdisait toute mutualisation des dettes publiques.

*« Les entreprises qui survivront ne vont avoir qu'un seul moyen de rétablir leur profit entamé par la crise : faire baisser leur masse salariale »*

**Comment envisager les « jours d'après » ?**

Il ne faut pas être naïf : en dépit de cette remise en cause – forcée – des dogmes, la crise actuelle ne conduit pas spontanément à une bifurcation dans le fonctionnement de l'économie. Au contraire : nous sommes face à une crise « au carré » qui combine les effets durables de la crise de 2008, et les traits spécifiques de celle du coronavirus. Le redémarrage sera, comme le choc initial, inégal selon les secteurs et les pays, compte tenu aussi des risques d'une seconde vague. L'une des bizarreries de cette crise est d'ailleurs qu'elle n'a pas conduit à une chute durable des cours boursiers. C'est le symptôme d'une tendance sur laquelle vont s'arc-bouter les dominants, à savoir la possibilité de continuer à capter la richesse via la finance. Mais cela ne peut conduire qu'à une instabilité financière exacerbée.

De manière plus générale, les classes dominantes vont être confrontées à un nouveau dosage délicat que l'on pourrait résumer ainsi : comment rétablir le profit sans freiner la reprise ? Car les entreprises (celles qui survivront) ne vont avoir qu'un seul moyen de rétablir leur profit entamé par la crise : faire baisser leur masse salariale, en gelant les salaires, en augmentant la durée du travail, en licenciant ou en obtenant des « aides » de l'État. On voit déjà s'esquisser un rééquilibrage des dépenses publiques (le plan de relance) en faveur des entreprises, même celles qui annoncent des plans de réduction des effectifs. En France, le gouvernement a évité toute forme de contrôle démocratique, préférant l'infantilisation des citoyens, couplée à une répression très caractéristique du néolibéralisme autoritaire de Macron. Mais les aspirations au changement pourraient elles aussi se déconfiner, et c'est d'ailleurs ce que redoute ce gouvernement : c'est peut-être le principe de conditionnalité des aides qui pourrait servir de ciment.

Propos recueillis par Vincent Gay

## INITIATIVES



### Dynamiques locales autour de l'appel « Plus jamais ça ! », exemple à Rennes

Le 27 mars dernier, en plein cœur de la crise sanitaire, dix-huit responsables d'organisations syndicales, associatives et environnementales, dont Aurélie Trouvé pour Attac France, publient la tribune « Plus jamais ça ! Préparons le jour d'après », appelant à s'unir pour dénoncer la gestion de la crise ainsi que le système néolibéral qui l'a engendrée.

Au mois d'avril, le comité rennais d'Attac contacte les groupes locaux des organisations signataires de l'appel pour leur proposer une visioconférence. L'invitation est élargie à d'autres collectifs féministes, antiracistes, ainsi qu'auprès d'intermittent·e·s et de précaires. Cette première réunion, avec douze organisations, a été l'occasion de discuter des principales revendications et futures actions communes, ainsi que de la possibilité de construire une dynamique unitaire à l'échelle rennaise. Dans le contexte de confinement, et donc de restriction des mouvements sociaux, l'initiative a été bien accueillie et les idées d'actions ont fusé. Nous étions toutes et tous d'accord pour organiser des actions communes et trouver des moyens d'occuper l'espace public, malgré les contraintes d'interdiction de rassemblement.

Début juin, une première action de collage sur les 200 panneaux d'affichage associatif de la ville a été organisée pour lancer le cadre unitaire « Plus jamais ça – Rennes ». Les messages des affiches étaient unificateurs et mobilisateurs : « Le vaccin contre le monde d'avant, c'est l'union des forces » et « Justice sociale, justice climatique, justice fiscale... Pas de justice, pas de paix ». Nous avons également créé un site web. Fin juin, lors de notre seconde réunion, l'idée d'un contre-défilé du 14-Juillet a émergé afin de ne pas laisser cette date symbolique réduite à un défilé militaire, et se la réapproprier pour construire notre « jour d'après », écologique, antiraciste, féministe

et social. Nous avons ainsi organisé une manifestation « festive, populaire et révolutionnaire » ; cortège carnavalesque, réinvestissant les lieux publics symboliques de Rennes et lors duquel ont été célébré·e·s les soignant·e·s, les professeur·e·s, les caissier·e·s, les ouvrier·e·s... Toutes les professions essentielles au quotidien. Et nous avons bien sûr aussi défilé contre le racisme systémique, le sexisme, les violences policières, le démantèlement des services publics et d'autres problématiques, locales et nationales. Cet événement a pour nous été une réussite, car il a permis de réunir dans un même cortège, derrière une même banderole et un même tract, douze organisations qui se connaissaient peu et ne militaient habituellement pas ensemble.

Un certain nombre de défis se posent toutefois à nous pour pouvoir prolonger cette dynamique. Sur le plan de l'organisation : comment faire durer cette dynamique dans le temps, sans épuiser une organisation en particulier ? Comment impliquer d'autres collectifs ? Sur le plan des revendications, il va nous falloir travailler sur des propositions de sortie de crise pour leur donner sens à l'échelle rennaise et interpeller les élus locaux. Enfin pour le comité local Attac Rennes, un autre défi se pose : celui d'être moteur dans l'inter-organisation sur les questions qui sont au cœur de ses revendications, comme la justice fiscale, sans pour autant délaisser d'autres questions comme le féminisme ou l'antiracisme.

A.L.

Voir <http://plusjamaiscarennes.fr/>  
et le compte Twitter du collectif @PlusjamaiscaR

### Quel(s) avenir(s) pour le Manuel d'histoire du futur ?

Depuis le 27 août, le *Manuel d'histoire du futur* est en librairie. Fruit du travail de 45 contributeurs et contributrices et s'appuyant sur l'expertise et les propositions de plus de 80 organisations, cet ouvrage propose l'esquisse d'une société plus égalitaire, plus écologique, plus démocratique, plus juste... plus heureuse ! Il n'est pas un mode d'emploi de la révolution ni un programme à appliquer de A à Z ; il se veut une contribution à une dynamique déjà en cours de discussion, de propositions et de construction d'un autre monde possible. Mais cette contribution n'aura de valeur que si elle est relayée, que si les un·es et les autres parviennent à s'approprier cet ouvrage au format peu habituel.

Pour cela Attac vous propose un kit de prise en main de l'ouvrage qui en rappelle les principaux enjeux et suggère plusieurs façons de se l'approprier, en réunion de comité local, en réunion publique avec d'autres organisations, voire dans l'espace public. En fonction de vos envies et de vos moyens (ainsi que des contraintes sanitaires), vous pourrez piocher parmi les différentes propositions de ce kit – et en proposer d'autres !

Le kit vous présente par exemple un atelier « De 2020 à 2030 » qui, en s'appuyant sur les pages « 2020 » du manuel, invite les participant·e·s à imaginer les mesures à prendre d'ici 2030. Il vous propose également un atelier d'imagination politique. Ici, on pourra s'appuyer sur l'introduction du manuel qui mentionne les grands événements de l'histoire mondiale d'ici à 2030 et inviter les participant·e·s à imaginer les implications locales et nationales de ces événements, ainsi que leurs impacts sur leur vie personnelle. Il est également possible de réaliser un arpentage de cet ouvrage, qui sera l'occasion à la fois de construire collectivement des savoirs et de lancer une discussion sur les propositions avancées.

Ces propositions, et d'autres, sont détaillées dans ce kit, que vous trouverez sur l'espace « Vie interne » du site [attac.org](https://www.attac.org) (rubrique « Campagnes ») : <https://vie-interne.attac.org/campagnes/>

Si vous avez par ailleurs besoin d'aide pour organiser un événement ou si vous voulez présenter ce que vous avez fait, n'hésitez pas à vous adresser à [manuel-futur@attac.org](mailto:manuel-futur@attac.org) et/ou à l'espace Formation/éducation populaire : [formation-contact@attac.org](mailto:formation-contact@attac.org)

**Nolwenn Neveu**



**¡ Si, se puede !**

**C'est à une expérience inédite que travaillent conjointement depuis plusieurs mois les comités Attac Madrid (Espagne) et Attac Marseille (France) : la mise en place d'une forme de jumelage entre les deux groupes Attac, d'un versant à l'autre des Pyrénées.**

Derrière cette idée de jumelage, il s'agit tout d'abord de « faire connaissance », par exemple par la pratique régulière d'échange d'informations entre les deux comités au moyen notamment de leur site pour une diffusion simple auprès des adhérent·e·s, par le partage des expériences de lutte (afin, pourquoi pas, d'en mener en commun si les thématiques s'y prêtent), par la publication d'articles dans les deux langues. À terme, pourraient être envisagées des rencontres physiques par l'organisation de festivals de cinéma et la tenue de cycles de conférences, de forums, etc. Bref, tout ce qu'on peut imaginer pour créer, inventer et développer davantage les combats portés par Attac dans le monde et notamment en Europe. Une idée comme un projet mis en débat et qui pourrait en séduire certain·e·s pour contribuer, entre autre, à mieux dynamiser les comités, à intégrer de nouveaux·elles militant·e·s qui y trouveraient leur place, s'enrichir mutuellement et relancer par ce biais une forme de travail commun des Attac d'Europe à partir de leurs bases locales, à savoir les comités. Et si une telle idée était jugée intéressante, réaliste et réalisable par d'autres comités, pourquoi ne pas aller encore plus loin et mettre en relation les comités européens susceptibles d'être intéressés par une telle démarche pour qu'ils puissent vivre et inventer ensemble leur propre expérience. Pour les comités madrilène et marseillais, l'aventure ne fait que commencer !

Site Attac Madrid : [www.attacmadrid.org](http://www.attacmadrid.org)

Site Attac Marseille :

<https://local.attac.org/marseille/>

**Hervé Thomas**

## Convention citoyenne pour le climat : tout ça pour quoi ?

**La Convention citoyenne pour le climat a abouti à 149 propositions pour réduire les émissions de gaz à effet de serre en France. Que retenir de cette expérience de démocratie participative ?**

**Le 25 avril 2019, Emmanuel Macron annonce le lancement d'une « Convention citoyenne pour le climat » (CCC). 150 citoyennes et citoyens vont être tiré·e·s au sort pour travailler pendant neuf mois sur les mesures nécessaires pour réduire les émissions carbone du pays. La démarche se veut être une réponse aux demandes des Gilets jaunes et des « Gilets citoyens », mais aussi aux marches pour le climat qui ont marqué l'année 2019. Le mandat de la CCC est ainsi posé : « définir une série de mesures permettant d'atteindre une baisse d'au moins 40 % des émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030 (par rapport à 1990) dans un esprit de justice sociale ».**

### Sans filtre

Pendant sept week-ends, ces 150 citoyen·ne·s se réunissent au CESE (Conseil économique, social et environnemental), discutent en groupes thématiques, écoutent différents avis d'expert·e·s et formulent des propositions. Leurs mesures doivent pouvoir être traduites immédiatement en termes législatifs et réglementaires. C'est le critère d'acceptabilité qu'Emmanuel Macron a posé lors de sa venue à la CCC en janvier. Les propositions seront ensuite soumises « sans filtre » par voie référendaire, parlementaire ou réglementaire, promet le président de la République. Une garantie qui doit en réalité passer par son propre filtre : le chef de l'État se positionne en juge ultime sur les mesures de la Convention.

Et en effet, lorsque les citoyen·ne·s rendent leurs 149 propositions le 29 juin, le couperet présidentiel tombe immédiatement : trois jokers officiels, suivis par d'autres, moins assumés. Exit la taxe de 4 % sur les dividendes des entreprises, la limitation à 110 km/h sur les autoroutes et la réécriture du préambule de la Constitution. Sont également repoussés ou écartés la renégociation du CETA, l'intégration de la notion d'écocide, le moratoire sur la 5G, l'interdiction des publicités pour les SUV ou encore la baisse de la TVA sur les billets de train.

### Consensus sur le diagnostic

Alors, que retenir de cette expérience ? La CCC ne serait-elle qu'une nouvelle mouture de ces comités Théodule dont la République a le secret quand elle se sent en danger ? Pour celles et ceux qui ont participé, l'expérience est formatrice, tant sur le plan de l'engagement politique que sur celui de la prise de conscience écologique. « J'en retiens que ça a prouvé des choses intéressantes au niveau de la démocratie », assure Matthias.

Ce Lyonnais de 32 ans, qui a participé à la Convention, se présente comme déjà sensibilisé à la question climatique mais peu impliqué politiquement. « Si on laisse les citoyens prendre des décisions, ils ne vont pas dire n'importe quoi », insiste-t-il, pointant les divergences « ahurissantes » de profils et de points de vue au sein des tiré·e·s au sort. « En diversifiant les propos et en cherchant ensemble une solution à un problème commun, on arrive à obtenir du consensus. » C'est ce consensus-là que salue aussi Laurent Thieulle, écologue et membre d'Attac. « Je trouve remarquable l'exemplarité que ça donne : quand on fournit à 150 citoyens, plus ou moins bien formés sur le sujet, la possibilité de réfléchir à la question climatique et écologique, il en sort un incroyable consensus sur le diagnostic »

Est-ce à dire que l'ensemble des citoyen·ne·s français tomberaient d'accord si on leur laissait du temps et un accès aux informations ? « C'est une vraie question », admet Florence Lauzier, membre du Conseil d'administration d'Attac France. Pour Clément Sénéchal, porte-parole de Greenpeace, ce consensus reflète « une prise de conscience inédite qui mûrit dans la société ». Mais il y voit là le seul point positif de cette Convention, « qui a d'abord servi d'alibi commode à Emmanuel Macron pour reporter à plus tard toute réforme structurante sur le climat ». Sans remettre en cause la sincérité des citoyen·ne·s engagé·e·s, il pointe les limites de l'exercice : « S'il est intéressant et encourageant, le résultat des travaux de la CCC demeure moins ambitieux que le référentiel établi par les ONG ». Le contrat d'origine était une gageure : neuf mois pour explorer une multitude de sujets, tout particulièrement vastes. « L'écologie est une science systémique extrêmement complexe », insiste Laurent Thieulle, dont ce fut le métier. En outre, sans étude d'impact, la série de mesures perd de son intérêt. « S'ils avaient fait les études d'impact de leurs propositions, ça leur aurait fait froid dans le dos. »

### Angles morts

Des délais trop courts, un champ trop vaste, mais également une ambition sapée dès le départ. Le mandat donné par le gouvernement vise une baisse de 40 % des émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030, ce qui constitue un objectif bien trop insuffisant. Par conséquent, les changements systémiques nécessaires n'apparaissent pas dans les propositions de la Convention, ce qui n'a pas manqué de

susciter le débat au sein des organisations altermondialistes et des associations écologistes. Si certaines des mesures ont été saluées, car elles émanaient directement des travaux menées par ces associations, d'autres ont été pointées du doigt pour leurs angles morts ou leurs limites<sup>1</sup>. « Sur le train ou la voiture électrique, par exemple, ils ont tapé à côté, note Laurent Thieulle, mais sur le diagnostic, il n'y a rien à redire, ils sont bons à 100 % ». La démarche a aussi permis de tester le niveau d'acceptabilité parmi les citoyen·ne·s de certaines idées, comme la limitation à 110 km/h pour la circulation automobile. « On ne leur demandait pas de tout réinventer, plutôt de passer les préconisations des spécialistes au tamis de leurs expériences », rappelle Florence Lauzier. Le plus crucial à ses yeux réside dans l'importance accordée à la justice sociale de chaque mesure : « Elles ont été loin dans le détail de comment faire en sorte que cette mise en application ne laisse pas les personnes les plus défavorisées, les plus précaires sur le carreau. »

### Le goût amer des jokers

Les citoyen·ne·s ont traité la problématique environnementale sous l'angle de la contrainte et non de l'incitation, une façon de « bousculer le carcan néolibéral » pour Clément Sénéchal. « Une grande partie des solutions qu'ils proposent vont dans le bon sens. Elles sont insuffisantes, mais ça reste un des documents les plus ambitieux que j'ai lu depuis depuis très longtemps », reconnaît Laurent Thieulle. « Si on applique toutes les mesures sans filtre, ça commencerait à être une sacrée contestation du système », abonde Florence Lauzier. Appliquer toutes les mesures ensemble, c'est ce que revendique Matthias ; pas question d'instituer un ordre des priorités : « Nos mesures sont trop interdépendantes pour qu'on puisse en sélectionner une ou une autre. Si on en enlève, fatalement, c'est un château de cartes qui s'écroule. On a besoin que tout soit mis en place en même temps. » Pourtant, certaines propositions ont été retirées d'office par Emmanuel Macron, à l'instar de la taxe sur les dividendes ou la renégociation du CETA. « Si on réfléchit un peu et qu'on sort la tête du guidon, on réalise que le coup des dividendes, c'est sûr que c'était complètement illusoire au regard du personnage et de sa politique », regrette Matthias, pour qui l'annonce des jokers a laissé un goût amer. Arrivé sans attentes particulières dans la CCC, il espère maintenant que l'exécutif tiendra malgré tout ses engagements sur tout ce qui est d'ordre réglementaire.

### Changer un peu la donne

Un espoir qui a depuis longtemps disparu chez les militant·e·s que sont Laurent Thieulle et Florence Lauzier. « Ça fait 25 ans qu'on lit des grands documents d'objectifs qui visent à mettre en place des actions qui permettront de régler les problèmes de la biodiversité et du climat, d'écologie, et ça fait 25 ans que ces documents finissent dans des placards, ou sont tellement édulcorés dans des projets de loi, qu'au final, ils perdent toute vigueur et toute colonne vertébrale », balaye l'écologue. Florence Lauzier cherche une pointe d'optimisme : « Comme ce sont des non militant·e·s qui ont proposé tout ça et qui y ont cru, ça peut changer un peu la donne quand même, par rapport à nos protestations d'activistes ». Tout l'été, les 150 citoyen·ne·s ont été reçu·e·s par les ministres et leurs équipes. « Au niveau politique, il y a un suivi des mesures qui est organisé et qui se fait relativement bien », explique Matthias. Pour permettre cette dynamique, une association intitulée « Les 150 » a été fondée, avec pour objectif de faire appliquer leurs recommandations au plus vite.

Les membres de la CCC seraient-ils les garants de l'application de leurs mesures ? « On a voté à 150 et on n'a plus de légitimité pour faire évoluer ce que l'on a voté, on est juste là pour l'expliquer », reconnaît le Lyonnais. Pour Clément Sénéchal, c'est tout le problème : la Convention n'a aucun poids dans le jeu démocratique et ne peut pas imposer le respect de ses propositions. Un travers propre aux tentatives de démocratie participative, mais aussi lié à l'absence de contre-pouvoirs en matière écologique, pointe Laurent Thieulle. « La question climatique relève avant toute chose des arbitrages économiques et sociaux ; la CCC était une manière opportune pour Emmanuel Macron de l'en séparer », résume Clément Sénéchal. Malgré ces limites, « il ne faut pas qu'on se contente de dire "bon, voilà, le gouvernement va édulcorer", puis ne rien faire et retourner à nos activités », martèle Florence Lauzier, qui veut croire que des passerelles sont possibles entre associations et citoyen·ne·s. S'engager dans d'autres mouvements, Matthias n'y a pas encore songé, mais il observe que sa « plus grosse évolution, c'est au niveau de la conception de la politique : j'ai un peu récupéré un espoir de fonctionnement collectif là où avant, j'étais totalement désabusé. »

### A.L.

<sup>1</sup> Cf. « *Convention Citoyenne pour le Climat : face à l'immobilisme politique, une ambition citoyenne* », juillet 2020 – [www.attac.org/l/ccc](http://www.attac.org/l/ccc)

## A VOIR A LIRE



### White Riot

Fin des années 70, l'Angleterre subit une grave crise économique. Le parti d'extrême droite, *National Front*, mène une campagne violente d'agressions racistes. En réaction, le mouvement *Rock Against Racism* est créé et, grâce à la musique, va se faire rencontrer les multiples communautés du pays. *The Clash*, Tom Robinson d'un côté et Steel Pulse de l'autre. Le film de Rubika Shah retrace la lutte permanente que ce collectif va mener contre les attaques des fascistes qui viennent, encadrés par la police (qui vote majoritairement pour l'extrême droite), défiler dans les quartiers immigrés et narguer sa population jusqu'à provoquer la plus grande émeute qu'a connu le pays faisant plus de 100 blessés et 200 arrestations. À l'aide d'un magazine, de banderoles bien visibles et d'une musique punk rageuse, *Rock Against Racism* contribue à armer intellectuellement la jeunesse contre les messages sous-jacents du parti fasciste. Le résultat final sera un concert grandiose rassemblant plus de 80 000 personnes au Victoria Park, après une marche à travers Londres. Ce Woodstock punk marque le déclin du *National Front* mais n'empêchera toutefois pas l'élection de Margaret Thatcher en 1979 que l'on sait influencée par ce même parti.

**Didier Falleur**

**White Riot**  
documentaire musical de Rubika Shah, 80 min, sortie août 2020



### Cyril contre Goliath

Cyril a passé une grande partie de sa jeunesse dans le village de Lacoste dans le Luberon qui avait la réputation d'accueillir un monde artistique foisonnant. Quelle n'est pas sa surprise, quand il y revient, de le voir entièrement métamorphosé sous la férule d'un potentat de la couture: Pierre Cardin. Ce dernier ne s'est pas contenté d'acquérir le château mais a aussi acheté une quarantaine de maisons du village pour en faire la vitrine de ses œuvres. Le village ressemble maintenant à un musée sans vie. Où sont passés les commerces, boulangerie, épicerie et les bars où les gens se rencontraient? Disparus! Cyril va entamer un long combat contre ce milliardaire qui dit tout de même sans rire que «ces gens ne sont quand même pas grand-chose». On croit rêver. Marche de Paris à Lacoste mais n'est pas Gandhi qui veut, contacts avec la presse, réunions, rien n'y fait et le vieux couturier reste sourd aux appels. Cyril Montana aura eu le mérite de dénoncer la mainmise du capitalisme sur un village entier et les terres attenantes (40h) empêchant la venue de personnes pour se loger et de jeunes agriculteurs pour s'installer. Dans un dernier geste théâtral, il convoque la population en faisant croire que le miracle a eu lieu.

**Didier Falleur**

**Cyril contre Goliath**  
film de Thomas Bornot et Cyril Montana, 86 min, sortie septembre 2020



### Changer le monde

Est-ce que la musique peut changer le monde et comment peut-elle y contribuer? C'est à l'occasion d'un concert mémorable donné au festival Jazz à Porquerolles en hommage à Martin Luther King que le film prend naissance, et se déroule ensuite en une sorte de voyage musical à travers le temps et l'espace. Un voyage initiatique à deux voix, celle du cinéaste Franck Cassenti et celle d'Archie Shepp, légende vivante de la musique afro-américaine. Le voyage commence au Maroc avec les musiciens gnawas, descendants d'esclaves, qui ont marqué l'enfance du cinéaste, pour nous entraîner au New Morning à Paris, le célèbre club de la rue des Petites Ecuries où Frank Cassenti filme sa première rencontre avec Archie Shepp, au début des années 80. D'autres rencontres auront lieu, à New York, Paris, en Afrique du Sud, et sur l'île de Porquerolles, où des musicien-ne-s venu-e-s des quatre coins de la planète nous livrent à cœur ouvert leurs réflexions sur la place essentielle de la musique comme levier de transformation de la société. Des hommes et des femmes qui ont à cœur le rêve de Martin Luther King, *I have a dream!*, le rêve d'un autre monde que réclame avec enthousiasme la jeunesse.

**Hervé Thomas**

**Changer le monde**  
documentaire de Franck Cassenti, 83 min, sortie 2020



## Où va l'argent des pauvres ?

«On gagne plus avec les allocations qu'en travaillant» ; «Les pauvres s'en sortiraient si seulement ils savaient gérer leur argent». Les préjugés sur les pauvres sont légion. Denis Colombi, sociologue, nous invite à abandonner tout regard moralisateur pour bien comprendre les pauvres et leurs consommations. C'est qu'il s'agit de les considérer comme tout le monde car «ils ont les mêmes désirs, les mêmes ambitions, jusque dans la volonté de s'intégrer et de se distinguer». Loin de l'image des pauvres incapables de gérer leur argent, l'auteur montre plutôt que les ménages pauvres sont très organisés et les consommations considérées comme irraisonnables sont largement planifiées.

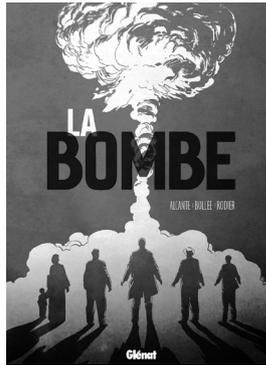
Pour autant, serait-il possible d'éradiquer la pauvreté ? Car, si ce que font les pauvres s'explique par le manque d'argent, leur en donner leur permettrait de vivre décemment. Sans ériger un plaidoyer pour la mise en place d'un revenu universel, l'auteur engage une réflexion politique et laisse la liberté au lecteur d'imaginer les solutions concrètes. Cet essai remplit son ambition : rendre la sociologie utile pour repenser notre vision de la pauvreté dont nul n'est véritablement à l'abri.

**Mélanie Tavernier**

**Où va l'argent des pauvres ?  
Fantômes politiques, réalités  
sociologiques**

Denis Colombi

Payot, janvier 2020



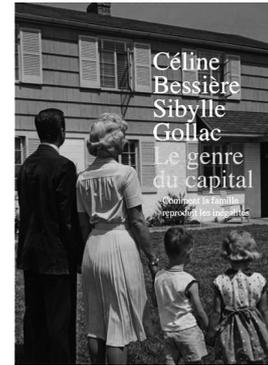
## La Bombe

«Tu n'as rien vu à Hiroshima.» La voix d'Emmanuelle Riva récitant le texte de Marguerite Duras tout au long de *Hiroshima mon amour* énonce l'une des vérités essentielles de l'énergie atomique : l'invisibilité de son processus qui amplifie encore son inquiétante puissance de destruction. Le 6 août 1945, une bombe atomique ravage la ville d'Hiroshima. Des dizaines de milliers de personnes sont instantanément pulvérisées. Et le monde entier découvre, horrifié, l'existence de la bombe atomique, première arme de destruction massive. Mais dans quel contexte, comment et par qui cet instrument de mort a-t-il pu être développé ? C'est ce que raconte ce roman graphique en une véritable saga de 450 pages sur la genèse et les coulisses de la plus effroyable des armes jamais créée par l'Homme. Des mines d'uranium du Katanga jusqu'au Japon, en passant par l'Allemagne, la Norvège, l'URSS et le Nouveau-Mexique, cet ouvrage pédagogique et remarquablement documenté s'impose comme un livre de référence sur l'histoire de l'atome.

**Hervé Thomas**

**La Bombe**

Scénario : Alcante  
et Laurent-Frédéric Bollée  
dessin : Denis Rodier  
Glénat, mars 2020



## Le Genre du capital

Voici un livre qui doit passer dans les mains de toutes les femmes. Et de tous les hommes, aussi. Céline Bessière et Sibylle Gollac livrent une enquête minutieuse sur la construction et la reproduction des inégalités économiques au sein de la famille. Car si les inégalités de patrimoine s'accroissent et deviennent de plus en plus déterminantes dans notre société, elles se font aussi au détriment des femmes. Les deux sociologues dévoilent les stratégies d'accumulation et de transmission à l'œuvre dans les familles : hiérarchie informelle dans les fratries, écarts d'âge et de salaire au sein du couple, répartition genrée des tâches parentales et domestiques, tout concourt à un plus grand enrichissement des hommes. Ces inégalités sont la plupart du temps invisibles et impensées, jusqu'au moment du divorce ou de la succession, deux moments où le droit se penche sur la répartition du patrimoine et des revenus. Or les textes de loi sont insuffisants pour rattraper le décalage à l'œuvre, tandis que notaires, avocat-e-s et juges des affaires familiales font preuve d'un sexisme involontaire, qui contribue à ce système inégalitaire. Issues de classes fortunées ou prolétaires, les femmes se retrouvent toujours lésées.

**A.L.**

**Le Genre du capital – Comment  
la famille reproduit les inégalités**  
Céline Bessière et Sibylle Gollac  
La Découverte, février 2020

**“Et je dis aux femmes  
trois choses,  
votre indépendance  
économique est la clé  
de votre libération,  
ne laissez rien passer  
dans les gestes, le langage,  
les situations qui attendent  
à votre dignité,  
ne vous résignez jamais.”**

Gisèle Halimi  
(1927-2020)

**ZITTE**